

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL SYNDICAL

**PETR**  
Délibération n°2017-02-018 du ~~SCoT~~ **PETR** Uzège Pont du Gard

Séance du 14 mars 2017

MEMBRES		
EN EXERCICE	PRESENTS	VOTANTS
16	16	16

DATE DE LA CONVOCATION 08/03/2017
-----
DATE D'AFFICHAGE 17/03/2017
-----
SECRETAIRE DE SEANCE Laurent BOUCARUT
-----
OBJET <b>Montant des cotisations</b>

**PETR**  
Syndicat Mixte du ~~SCoT~~ de l'Uzège Pont du Gard

L'an deux mille dix-sept,  
Le quatorze mars à dix-huit heures trente

Le Conseil Syndical légalement convoqué s'est réuni dans la salle polyvalente à UZES, en séance publique sous la présidence de M. Christian CHABALIER, en qualité de Président du Syndicat Mixte.

**Présents :**

MM. Jean-Louis BERNE, Laurent BOUCARUT, Christian CHABALIER, Jean-Luc CHAPON, Brigitte DE SABOULIN BOLLENA, Louis DONNET, Régis FAURE, Pascal GISBERT, Claude MARTINET, Gérard PEDRO, Patrick PELLOUX, Christian PETIT, Michel PRONESTI, Bernard RIEU, Frédéric SALLE-LAGARDE, Fabrice VERDIER

**Absents représentés :**

MM. Thierry ASTIER, Martine LAGUERIE

\*\*\*\*\*

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu les statuts du Syndicat Mixte

Considérant que le montant de la cotisation versée par les communautés de communes au syndicat mixte du SCoT depuis 2016 est de 2.67 € par habitant DGF,

Considérant que le montant de la cotisation versée par les communautés de communes au Pays depuis 2016 est de 1,10 € par habitant DGF,

Considérant que les finances du syndicat sont saines,

Conformément au débat d'orientation budgétaire, il est proposé au conseil de voter la cotisation à 3.77 € par habitant basée sur la population DGF.

Ouï l'exposé de Monsieur Louis DONNET, rapporteur,

Le Conseil Syndical après en avoir débattu :

**DECIDE** de fixer le montant de la cotisation à 3.77€ par habitant basée sur la population DGF

Vote du Conseil :            POUR : 15  
                                      CONTRE : 1  
                                      ABSTENTION : /

La délibération est adoptée à l'a majorité par le Conseil Syndical

Fait à Uzès, le 15 mars 2017

*Pour extrait conforme*

Le Président  
Louis DONNET



Le Président certifie le caractère exécutoire de la présente décision compte tenu de la transmission en Préfecture le 15 mars 2017 et de la notification le 14 mars 2017.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification au représentant de l'Etat ou d'un recours gracieux auprès de la personne publique. Un silence de deux mois vaut alors de décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant en outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le tribunal.*